

# بيان من حزب الاستقلال

( عن التوجيه الجديد للتعليم  
كما بينه وزير التربية الوطنية  
في ندوته الصحفية يوم 6 أبريل 1966 )

# DÉCLARATION DU PARTI DE L'ISTIQLAL

Réponse à la nouvelle orientation donnée  
à l'enseignement par le Ministre de l'Éducation  
Nationale dans sa conférence de presse  
du 6 avril 1966

# **DÉCLARATION DU PARTI DE L'ISTIQLAL**

**Réponse à la nouvelle orientation donnée  
à l'enseignement par le Ministre de l'Education  
Nationale dans sa conférence de presse  
du 6 avril 1966**

# DECLARATION DU PARTI DE L'ISTIQBAL

Réponse à la nouvelle orientation donnée  
à l'enseignement par le Ministère de l'Éducation  
Nationale dans sa conférence de presse  
du 6 avril 1968

Au moment où le peuple espère voir s'instaurer une politique nationale de l'enseignement approuvée par les diverses tendances du pays et en même temps se créer une situation stable acceptée par tous, le ministre de l'Éducation nationale a tenu une conférence de presse le 6 avril 1968 au cours de laquelle il a évoqué la politique suivie jusqu'à ce jour en matière d'enseignement et qui tendait à le généraliser, l'unifier, l'arabiser, marocaniser les cadres et les préparer à remplir leur rôle.

Le ministre a pensé que cette politique a abouti à des imprevoyances et des erreurs qu'il s'estime obligé de réparer. Pour cela, le ministre a proposé une orientation dans laquelle il vise la réalisation des objectifs suivants :

- 1) L'abandon du principe de la généralisation de l'enseignement.

« Mais, dit-il, affirmer que la généralisation de l'enseignement sera poursuivie n'équivaut pas à affirmer que la totalité de la tranche d'âge de 7 ans sera scolarisée. L'écart subsistera et aura même tendance à augmenter en raison des proportions prises par l'accroissement démographique ».

Cela veut dire que le ministre reconnaît son incapacité de concevoir une politique et de tracer un plan de généralisation de l'enseignement. Il reconnaît en outre que les enfants qui ne pourront trouver de place à l'école, seront chaque année de plus en plus nombreux.

- 2) Le ministre a clairement exprimé l'impossibilité pour le gouvernement d'assurer un enseignement secondaire, pour les élèves du primaire, puisque même la proportion précédente de 40 pour cent ne pourra être retenue. Pourtant, c'est le prédecesseur du ministre actuel qui avait fixé ce pourcentage bien qu'il ne réponde ni aux aspirations du peuple, ni aux besoins du pays en cadres. L'accès à l'enseignement supérieur sera également limité.

3) Le ministre a annoncé l'abandon de la politique d'arabisation, pourtant déjà avancée puisqu'elle est appliquée depuis 4 ans dans le primaire.

« Or, il sera impossible, dit-il, pendant de longues années encore de trouver les cadres nationaux nécessaires pour enseigner les disciplines scientifiques en arabe, surtout dans l'enseignement supérieur et l'enseignement du second degré ».

« Il apparaît donc que pour une période transitoire, l'utilisation d'une langue étrangère comme instrument de travail demeure inévitable dans les disciplines scientifiques ».

Ces citations sont extraites du chapitre intitulé par le ministre « Choix réaliste des langues d'enseignement ». Cela veut dire que le choix de la langue véhiculaire pour l'enseignement continue à se poser pour le ministre, alors que la constitution a déjà consacré l'arabe comme « langue officielle du pays » (préambule de la constitution). Ce fut le cas également pour la Commission royale de Réforme de l'Enseignement, la Commission pour l'Education et la Culture, le Conseil supérieur de l'Enseignement et enfin le Colloque sur l'Enseignement inauguré par S.M. le Roi et dont les travaux ont été présidés par le précédent ministre de l'Education nationale.

Cela veut dire aussi que le ministre condamne définitivement l'arabisation de l'enseignement primaire du fait que celui-ci ne peut déboucher sur le secondaire.

Ce qui est infiniment grave, c'est le fait que le ministre ne souffle mot sur l'avenir de ceux qui, au nombre d'un million, ont étudié en arabe pendant les quatre dernières années, ni sur celui des instituteurs qui ont été éduqués et formés en conséquence.

4) Le ministre de l'Education nationale a annoncé l'abandon de la formation des cadres en langue arabe et sa détermination de les former à l'avenir en langue étrangère : « Cette mesure, dit-il, n'est pas en contradiction avec la marocanisation des cadres, les disciplines scientifiques pouvant être enseignées en langue étrangère avec des cadres nationaux ». Cela signifie en clair que l'orientation choisie est la francisation de l'enseignement puisque les cadres seront formés en langue française. En outre, le ministre n'a présenté aucun plan de formation des cadres en langue arabe.

5) Le ministre de l'Education nationale n'a fixé dans sa conférence de presse aucun plan concernant les étapes nécessaires pour l'arabisation de l'enseignement, sa généralisation, la formation des cadres pour une école marocaine authentique. Il n'a même pas fixé de délai concernant ce qu'il a appelé la période « transitoire ».

6) Le ministre a annoncé qu'il allait supprimer les subventions accordées à l'enseignement privé.

Telles sont les bases de « la nouvelle doctrine » que le ministre a exposée dans sa conférence de presse.

Le Parti de l'Istiqlal, conscient des responsabilités qu'il assume dans l'orientation de la nation, fidèle à la mission qu'il

rempli depuis les débuts du mouvement national, sûr d'exprimer la volonté des masses populaires comprenant, les parents, les étudiants, les travailleurs, les intellectuels, les industriels, les artisans, les commerçants et les paysans, proclame le rejet catégorique de toutes les bases de la « doctrine » de l'enseignement que le ministre de l'Education a exposée dans sa conférence de presse.

Le rejet est motivé par les raisons suivantes :

1) Il est naturel qu'au Maroc comme dans tout pays indépendant et libre, doté d'une conscience nationale, l'enseignement soit national, généralisé et dispensé dans la langue nationale.

2) L'orientation de l'enseignement préconisée par le ministre de l'Education est de nature à saper les fondements de notre personnalité ainsi que l'unité du pays en détruisant son unité culturelle qui est basée sur la langue nationale, la langue du Coran.

3) La lutte qu'a menée le peuple pour recouvrer sa souveraineté, son indépendance, a été également menée pour une école nationale, arabisée, unifiée.

C'est pourquoi le Parti de l'Istiqlal, les masses qu'il représente et qui ont lutté pour faire triompher ces principes, ne peuvent trahir leur mission et approuver une orientation qui s'oppose aux objectifs fondamentaux de la nation marocaine. Les citoyens conscients et dévoués de ce pays, ont lutté pour faire adopter les principes de l'arabisation, de la généralisation, de l'unification et de la marocanisation par les commissions nationales créées au lendemain de l'indépendance pour la réforme de l'enseignement et par le Conseil supérieur de l'Enseignement ainsi qu' par le Colloque organisé par le gouvernement.

Le Parti de l'Istiqlal a œuvré pour faire consacrer par la constitution l'arabe comme langue officielle du pays. On ne peut donc accepter les bases erronées défendues par le ministre de l'Education nationale dans sa conférence de presse.

4) La création d'une école nationale fondée sur l'arabisation, la généralisation, la marocanisation et l'unification, contribue à la libération politique, économique et sociale du pays. Elle permet en outre de nous libérer intellectuellement et de secouer le joug économique qui demeure une des graves séquelles du colonialisme au Maroc.

L'orientation de l'enseignement que le ministre préconise est donc de nature à entraver notre libération sociale, parce qu'elle condamne des générations, et pour de longues années, à l'ignorance, l'analphabétisme et les sous-développement intellectuel et social. Elle constitue un frein à notre libération économique et politique parce qu'elle place notre enseignement dans le sillage d'un état dont nous ne sommes pas encore arrivés à nous dégager de l'orbite.

5) Au moment où la nation s'oriente vers l'arabisation de la justice qui constitue l'un des secteurs vitaux du pays — le Parlement ayant voté l'arabisation de la justice, son unification et sa marocanisation l'Etat ayant entériné cette loi, S.M. le Roi la promulguant et le ministre de la Justice l'appliquant — nous assistons à une grave régression dans le secteur vital

par excellence, c'est-à-dire l'enseignement, qui prépare les agents de la justice, qu'ils soient magistrats, avocats, greffiers ou autres agents des tribunaux.

En conséquence, la doctrine de l'enseignement annoncée par le ministre de l'Education aboutira en fait à annihiler l'effort réalisé par le pays dans le domaine judiciaire et mettra l'Etat en pleine contradiction avec ses responsabilités ainsi que devant l'opinion publique nationale et internationale.

6) Le Parti de l'Istiqlal considère que la suppression des subventions accordées à l'enseignement privé aura en fait pour conséquence la disparition de cet enseignement alors qu'il a été par le passé et qu'il continue d'être le noyau de la formation de l'école marocaine, arabisée et unifiée. On veut l'étouffer malgré les efforts fournis par cet enseignement pour former un grand nombre d'hommes valables et malgré son apport important pour combler les insuffisances de l'enseignement du temps du protectorat et depuis l'indépendance.

Tous les pays d'ailleurs, même les plus laïcisés, accordent des subventions à l'enseignement privé, même confessionnel, à condition de lui appliquer le contrôle pédagogique et technique nécessaire.

7) Le ministre n'a accordé aucune importance à l'enseignement originel qui continue comme par le passé à veiller sur la formation intellectuelle, spirituelle et morale dans le pays et demeure le vigilant gardien de la civilisation musulmane et des disciplines religieuses. Le silence du ministre quant à cet enseignement ne présage rien de bon. Nous sommes inquiets quant à son avenir et nous craignons que l'orientation erronée ne s'applique à cet ordre d'enseignement comme c'est le cas pour l'enseignement général.

8) Le rapport que la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement vient d'établir sur la situation économique au Maroc, proclame la nécessité d'arabiser l'enseignement primaire et secondaire et considère qu'une telle voie s'inscrit dans le cadre des efforts pour le développement du pays. Ce rapport a insisté sur le fait que la langue arabe est capable de former les cadres nécessaires au pays et rejette le bilinguisme dans l'enseignement comme étant une source de gaspillage des finances et des efforts publics.

Le Parti de l'Istiqlal réaffirme solennellement qu'il ne rejette pas l'enseignement des langues étrangères dans les lycées et collèges, les instituts et les facultés, en tant que langue de civilisation, culture et moyens pour élargir les horizons des citoyens, pour parfaire leur formation et enrichir leurs expériences. Le Parti de l'Istiqlal tout en rejetant catégoriquement l'orientation nouvelle du ministre de l'Education, proclame qu'il est nécessaire de tracer une politique d'enseignement visant à la création de l'école nationale marocaine arabisée, généralisée et unifiée, entrant dans le cadre d'une planification rigoureuse, fixant, des étapes pour lui donner la plus large diffusion et pour former les cadres nécessaires.

Le Parti de l'Istiqlal considère que le succès d'une telle entreprise est conditionnée par la mobilisation des masses, par

la confiance populaire et par l'effort fourni par des gens compétents. Ainsi, on pourra aplanir les difficultés, dépasser le problème financier, éviter la politique de dilapidation qui épuise le budget de l'Etat, dresser un ordre des urgences basé sur les véritables besoins du peuple. Ainsi seulement, on pourra résoudre les problèmes qui se posent à l'enseignement.

Le Parti de l'Istiqlal considère que la nouvelle orientation de l'enseignement menace directement notre existence en tant que nation, notre unité et notre personnalité. C'est pour cette raison qu'il lance un appel au peuple qui est habitué à affronter pareille menace avec maturité, sang-froid et abnégation.

Le Parti de l'Istiqlal lance particulièrement cet appel aux Oulémas, aux étudiants, aux parents, au corps enseignant, aux ouvriers, aux artisans, aux industriels, aux commerçants et aux paysans. Il lance un appel sincère à toutes les organisations nationales, syndicales, estudiantines et culturelles pour rejeter cette menace et exprimer en usant de tous les moyens légaux, l'unité d'opinion de toute la nation dans la recherche d'une politique d'enseignement marocaine, arabisée et dans la lutte de libération de l'enseignement de toutes les séquelles coloniales anciennes ou nouvelles.

Rabat, le 12 avril 1966

Signé : LE COMITE EXECUTIF DU PARTI DE L'ISTIQLAL

بصورة مباشرة لكيان البلاد ووحدتها وقوميتها ، ولذلك فهو يوجه نداء الى الشعب الذي اعتاد ان يواجه مثل هذا التهديد بضمير وطني يقظ ، وفي مقدمة من يخصصه بندااته العلماء والطلبة والاباء ورجال التعليم والعمال والصناع والفلاحين والتجار ، ويوجه نداءه المخلص الى كل المنظمات الوطنية والنقابية والطلابية والثقافية ان تناهض هذا التهديد وان تعبر بكل الوسائل المشروعة عن وحدة الرأي الوطني في ايجاد سياسة تعليمية مغربية معربة وفي تحرير التعليم من كل الرواسب الاستعمارية القديم منها والحديث .

لوائه ، ان يخون هذه الرسالة الوطنية وان يوافق على مذهب يتناقض مع الاهداف الرئيسية الوطنية المغربية .

وقد سعى المخطومون من أبناء هذه الامة حتى تقررت مبادئ التعريب والتعميم والوحيد والمغربية في اللجان الوطنية التي اسست بعد الاستقلال لاصلاح التعليم وفي المجلس الاعلى للتعليم وفي المناظرة الوطنية التي نظمتها الحكومة . وسعى الحزب حتى تقرر في الدستور اعتبار اللغة العربية هي اللغة الرسمية للبلاد ، ولذلك فلا يمكن مطلقا قبول الاسس المخرفة التي اعلنتها السيد وزير التربية في ندوته الصحفية .

4 - انشاء المدرسة الوطنية على اسس التعريب والتعميم والمغربية والتوحيد من شأنها ان تساعد على تححر المقرب اقتصاديا وسياسيا واجتماعيا وتقضي على التبعية الفكرية والسيطرة الاقتصادية التي ما تزال من اهم رواسب الاستعمار في المغرب . اما المذهب التعليمي الذي اعلنته الوزير فمن شأنه ان يعرقل تحررننا الاجتماعي بحكمه على اجيال متعددة ولعدة سنوات بالامية والتخلف الفكري والاجتماعي ، ومن شأنه ان يعرقل تحررننا الاقتصادي والسياسي بربط تعليمنا في عجلة الدولة التي لم نتحرر بعد من نفوذها .

5 - في الوقت الذي اتجهت فيه الامة الى تعريب القضاء وهو من اهم المرافق الحيوية فقرر البرلمان تعريب القضاء وتوحيده ومغربيته . وفي الوقت الذي تنفذ الدولة هذا القانون فاصدره جلالة الملك وطقته وزارة العدل ، في هذا الوقت نشهد تكسة خطيرة في المجال الحيوي وهو التعليم الذي يهيم رجال القضاء من قضاة ومحامين وكتاب ضبط وموظفي المحاكم . ولذلك فمن شأن المذهب التعليمي الذي اعلنه السيد الوزير ان يقضي عمليا على هذه الخطوة التي ختمتها البلاد في ميدان القضاء ، وان يجعل الدولة في تناقض امام مسؤولياتها وامام الراي العام الداخلي والخارجي .

6 - يعتبر حزب الاستقلال ان الغاء الاعانة التي كانت تعطى للتعليم الحزبي يؤدي عمليا الى القضاء على التعليم الحزبي . مع ان هذا التعليم كان وما يزال اساسا لتكوين المدرسة المغربية العربة الموحدة ، ورغم الجهود التي قام بها في

تكوين اجيال عديدة وسد النقص في ميدان التعليم سواء في عهد الحماية او في عهد الاستقلال . ومن المعروف ان جميع الدول - حتى الالمانية منها - تمنح مساعدات للتعليم الحزبي ولو كان دينيا مع مراقبته تربويا وقيافيا .

7 - لم يهتم وزير التربية بالتعليم الاصلي الذي كان وما يزال الساهر على التكوين العقلي والروحي في هذه البلاد وعلى حفظ الحضارة الاسلامية والعلوم الدينية .

وسكوت عن هذا التعليم يجعلنا لا نطمئن لمصيره ونخشى ان يطبق عليه التوجيه المنحرف الذي طبق على التعليم العام .

8 - ومن المعلوم ان التقرير الذي وضعه البنك الدولي للانماء والتعمير عن الحالة الاقتصادية بالمغرب اعلن ضرورة تعريب التعليم الابتدائي والثانوي كوسيلة ضرورية لنمو البلاد واكد ان اللغة العربية كفيلا بتكوين الاطر الضرورية والقي ازدواج التعليم لما فيه من تمييز في المال والجهود .

يؤكد حزب الاستقلال انه لا يرفض تعليم اللغات الاجنبية في المدارس المغربية الثانوية وفي المعاهد والكليات العليا باعتبارها لغات حضارة وثقافة ووسيلة لفتح آفاق المواطنين وتكوينهم وتوسيع تجاربهم .

ويعلن حزب الاستقلال وهو يرفض رفضا مطلقا المذهب التعليمي الذي اعلنته وزير التربية انه اصبح من الضروري تحديد سياسة تعليمية تستهدف تكوين المدرسة القومية المغربية العربة والمعمنة والموحدة وفق تصميم محكم يحدد بدقة المراحل لتعميم هذه المدرسة وتكوين اطرها .

ويعتقد حزب الاستقلال ان ذلك لن يكون الا بتعمئة الجماهير وثقة الشعب وعمل ذوي الكفاءة حتى يمكن تخطي الصعوبات والمشاكل الالمانية والتخلي عن سياسة التمييز التي تستنزف ميزانية الدولة والقيام بتحويل في الاسبقيات مبنى على الحاجات الحقيقية للشعب ، وبذلك وحده يمكن التقلب على المشاكل التي يواجهها التعليم .

ان حزب الاستقلال يعتبر المذهب التعليمي الجديد مهددا

وهي النسبة التي حددها الوزير السابق والتي لا تلبى رغبات الشعب ولا حاجات البلاد الى الأطر ، كما أعلن عن تحديد الالتحاق كذلك بالتعليم العالي .

3 - أعلن الوزير تراجع الوزارة عن سياسة تعريب التعليم التي سارت فيها خطوات حيث تعربت أربع سنوات من الابتدائي حتى الآن ، فقال : « من المستحيل على المغرب الآن، وبعد سنتين ، أن يجد ما يحتاج اليه من أطر وطنية يمكنها أن تدرس المواد العلمية بلغة الضاد » ثم قال : « فالظاهر انن أن استعمال لغة أجنبية كأداة لتدريس المواد العلمية لا زال يعتبر أمرا لا محيد عنه لفترة انتقالية » .

وقد وردت هذه الفقرات في باب وضعه الوزير تحت عنوان : « ضرورة اختيار لغات التعليم » ومعنى هذا أن اختيار لغة التعليم ما زال موضوع مناقشة في سياسة الوزارة في حين أن هذا الاختيار تقرر في الدستور حينما قال : ان اللغة العربية هي اللغة الرسمية للبلاد ، وتقرر في اجتماعات اللجنة الملكية لاصلاح التعليم ولجنة التربية والثقافة والمجلس الأعلى للتعليم ، ومناظرة التعليم التي افتتحها جلالة الملك وأشرف على تسيرها السيد وزير التربية الوطنية السابق ، ومعنى هذا أن الوزير حكم نهائيا على تعريب التعليم الابتدائي ما دام التعليم العرب ليس له منفذ الى الثانوي .

والشيء الخطير جدا أن الوزير لم يعلن عن مصر الاجيال التي تعلمت باللغة العربية في السنوات الاربع الماضية وتبلغ نحو مليون طفل ، ولا عن مصير المجهودات التي بذلت في تعليم وتكوين معلمها .

4 - أعلن السيد الوزير تخلي الوزارة عن تكوين أطر التعليم باللغة العربية والاستمرار في تكوينها باللغة الأجنبية فقال : « ان هذه التدابير لا تتعارض مع مغربة الاطر لانه من الممكن أن يقوم أساتذة مغاربة باستعمال لغة أجنبية لتدريس المواد العلمية ..

وهذا معناه أن الاتجاه سيظل هو فرنسة التعليم لان الاطر ستكون باللغة الأجنبية .

ومع كل هذا لم يعلن الوزير عن أي تخطيط لتكوين أطر التعليم باللغة العربية .

5 - لم يسجد السيد وزير التربية الوطنية في ندوته الصحفية أي تخطيط يتضمن مراحل تعريب التعليم أو تعميمه أو تكوين الأطر للمدرسة المغربية الحقيقية كما لم يحدد أي أجل لما سماه بالفقرة الانتقالية .

6 - أعلن الوزير انه سيقطع الاعانة عن التعليم الحر .  
هذه هي الاسس التي قام عليها « المذهب التعليمي » الجديد الذي أعلنه السيد وزير التربية الوطنية في ندوته الصحفية .

وحزب الاستقلال بما له من مسؤولية في توجيه الامة ، وإخلاصا منه لفكرة الوطنية التي تحملها منذ بداية الحركة الوطنية ، وتعبيرا عن الرأي العام الوطني للجماهير المنضوية تحت لوائه : جماهير الآباء، الطلبة والعمال والمثقفين والصناع والتجار والفلاحين .

يعلن :

الرفض المطلق لكل الاسس التي قام عليها « المذهب التعليمي » الذي أعلنه السيد وزير التربية في ندوته الصحفية .

ويعلل حزب الاستقلال هذا الرفض بالاسباب الآتية :

1 - الشيء الطبيعي في المغرب كما هو الأمر في كل بلد حر مستقل نبي كيان وطني أن يكون تعليمه القومي وطنيا معمما وبلغته القومية .

2 - المذهب التعليمي الذي أعلنه وزير التربية من شأنه أن يقضي على كيان البلاد وعلى وحدتها بالقضاء على وحدتها الثقافية المبنية على اللغة القومية : لغة القرآن .

3 - اقترن فكاح الشعب في سبيل استرجاع سيادته واستقلاله بالكفاح في سبيل تكوين مدرسة قومية عربية اللغة موحدة البرنامج مغربية الاطر . ولذلك ليس في وسع حزب الاستقلال ، والجماهير التي كافحت في سبيل هذه المباني تحت



## السيد

المقتسما بانه منه

في الوقت الذي يتطلع فيه الشعب لاقرار سياسة وطنية للتعليم تتفق عليها وجهات النظر الوطنية وتصبح سياسة قارة لا تتعرض للتغيير والتبديل ، في هذا الوقت بالذات عقد السيد وزير التربية الوطنية ندوة صحفية يوم 6 أبريل 1966 تناول فيها السياسة التعليمية التي كانت متبعة حتى الآن والتي كانت تستهدف تعميم التعليم وتوحيده وتعريبه ومغربية الاطر وتكوينها ، وحكم عليها بانها أدت الى ارتجالات وغلطات هو ملزم بمعالجتها . ولهذا اتجه السيد الوزير الى اقتراح « مذهب تعليمي » استهدف فيه تحقيق الاسس الآتية :

1 - تراجع عن مبدأ تعميم التعليم فقال : « لا ينبغي أن يفهم من تعميم التعليم أن المدارس ستفتح أبوابها لمجموع أفواج الأطفال الذين يصلون إلى السابعة من أعمارهم ، بل لا شك أن طائفة منهم لن تجد أماكن بالمدارس ، وأن هذه الطائفة ستنتضم تبعاً للزياد المستمر في عدد المواليد » .

وهذا معناه أن الوزارة تعترف بعجزها عن وضع سياسة وتصميم لتعميم التعليم وتقرر أن الأطفال الذين لن يجدوا أماكن في المدارس سينتضم عددهم سنة بعد سنة .

2 - أعلن الوزير بصراحة عجز الحكومة عن فتح أبواب المدارس الثانوية للتلاميذ الذين أنهوا تعليمهم الابتدائي حيث لا يمكن قبول حتى 40% من هؤلاء التلاميذ في المدارس الثانوية

# بيان من حزب الاستقلال

( عن التوجيه الجديد للتعليم  
كما بينه وزير التربية الوطنية  
في ندوته الصحفية يوم 6 أبريل 1966 )